



ATELIER THEMATIQUE : N°2 - TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET LES DIFFICULTES D'ATTEINDRE LES ODD

TITRE DE LA COMMUNICATION :

Opportunités et défis de l'entrepreneuriat vert au Mali : Analyse des secteurs porteurs et des obstacles rencontrés

AUTEUR.ES :

Lassana TOURE ¹

¹ Faculté d'Agroéconomie et de Médecine Animale (FAMA), Université de Ségou, Mali – lassana.toure@mesrs.ml

RÉSUMÉ :

L'économie verte se pose comme une réponse clé aux défis environnementaux et socio-économiques du Mali, tels que la croissance démographique et la pauvreté. L'entrepreneuriat vert est essentiel pour le développement durable et la lutte contre le changement climatique. Une étude mixte a évalué ses opportunités et défis, combinant analyse documentaire et enquête auprès de 83 structures. Plus de 70 % des entreprises se concentrent sur l'agrobusiness et l'agroalimentaire, secteurs majeurs des emplois verts. Les obstacles identifiés incluent le manque de formation, d'accompagnement, de financement et des difficultés de commercialisation. Les recommandations incluent le renforcement des capacités, l'intensification des formations, la sensibilisation à l'économie verte, la création d'incubateurs, et l'harmonisation des politiques publiques. Cet article souligne le potentiel de l'économie verte au Mali et la nécessité d'une collaboration entre le gouvernement, les entrepreneurs et les partenaires de développement pour maximiser les opportunités

MOTS CLÉS :

Développement durable, économie verte, entrepreneuriat vert, changement climatique, Mali

1. Introduction

La dégradation environnementale et le changement climatique aggravent les conflits au Mali, perturbant le développement. Ce pays d'Afrique de l'Ouest fait face à des défis majeurs : croissance démographique rapide, pauvreté, et inadéquation entre la consommation de ressources et leur renouvellement. Le changement climatique intensifie ces problèmes par des températures croissantes, des précipitations irrégulières et des événements extrêmes comme sécheresse et inondations.

Depuis une vingtaine d'années, le gouvernement malien a mis en place diverses politiques de gestion environnementale, soutenues par des documents de planification au niveau central et par des partenaires au niveau local dans les domaines de l'énergie renouvelable, de la mobilité et de l'urbanisme. Cependant, l'opérationnalisation des plans d'action reste difficile, avec une allocation budgétaire limitée (1% du budget national en 2019) et des collectivités locales peu préparées.

Dans ce contexte, le secteur privé joue un rôle crucial dans l'économie verte et la lutte contre le changement climatique. Le développement de l'économie verte, les nouveaux programmes

d'entrepreneuriat durable et les fonds climat créent des opportunités d'affaires mais nécessitent aussi un développement des compétences. La population active en croissance rapide, avec 434 000 nouveaux entrants sur le marché du travail prévue pour 2030, souligne l'importance de former les jeunes pour répondre aux besoins des entreprises vertes.

L'étude de l'Organisation Internationale du Travail (2018) sur les compétences pour les emplois verts a mis en évidence la nécessité de promouvoir ces emplois via la formation et la création de cadres de consultation sectoriels. En ligne avec la Stratégie Nationale d'Orientation du Développement Économique Régional, DoniLab a mené une étude dans plusieurs régions maliennes pour soutenir l'émergence de travailleurs qualifiés dans l'économie verte. L'objectif de cet article est d'analyser les opportunités et les défis de l'entrepreneuriat vert au Mali, en dressant le profil des entreprises, identifiant les opportunités et déterminant les difficultés rencontrées. Nous aborderons la revue de la littérature, le cadre et la méthodologie de l'étude, puis présenterons les résultats et recommandations.

2. Revue de la littérature

▪ Développement Durable

Apparu en 1987, le développement durable est un concept reposant sur trois piliers : économique, social et environnemental (Lévêque et al., 2008). Selon le rapport Brundtland, il s'agit de « répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire les leurs » (Rapport Brundtland, 1987). Le développement durable intègre ainsi l'efficacité économique, l'équité sociale et le respect de l'environnement (Poisson de Haro, 2011).

▪ Entrepreneuriat Vert

L'entrepreneuriat vert, un domaine de recherche en sciences de gestion depuis les années 1990, désigne les activités économiques visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte écologique tout en économisant les ressources (OCDE, 2011 ; AFRIMAG, 2021). Il englobe des technologies, produits et services moins polluants pour une vie meilleure pour les générations futures.

▪ Défis et Opportunités en Afrique

En Afrique francophone, l'entrepreneuriat vert rencontre des défis comme l'accès limité aux compétences techniques, aux ressources et aux financements, ainsi qu'une concurrence accrue avec les grandes entreprises (Elmoukhtar et al., 2022 ; Mouna et al., 2019). Cependant, il offre des opportunités d'innovation, de création d'emplois dans l'agriculture durable, les énergies renouvelables et la valorisation des déchets. Il peut aussi stimuler le développement économique régional et contribuer à la conservation de la nature (GIZ, 2014 ; Fofana et al., 2023).

3. Méthodologie

La démarche méthodologique adoptée est mixte c'est-à dire à la fois qualitative et quantitative. L'enquête menée a ciblé les institutions publiques, privées et les ONG. Au total 268 acteurs ont été identifiés et répartis comme suit : 114 institutions publiques, 126 organisations non gouvernementales et 28 entreprises privées. Par un échantillonnage probabiliste, les structures à enquêter ont été sélectionnées par la méthode d'échantillonnage aléatoire simple. Ainsi, un échantillon de 83 structures a été tiré de manière aléatoire de la base de données des acteurs identifiés dans les zones d'étude et répartie comme suit : 19 institutions publiques, 21 organisations non gouvernementales et 43 entreprises privées.

La collecte des données s'est déroulée du 17 avril au 19 mai 2023. A l'issue de cette collecte nous dénombrons au total 76 acteurs dont 14 institutions publiques, 23 organisations non gouvernementales et 39 entreprises privées intervenant dans l'économie verte enquêtées, malgré les circonstances et la réticence de certaines entreprises. Ainsi 76 structures ont été interviewées sur les 83 de départ soit un taux de couverture de 91,6%. Cet échantillon représentatif car les entreprises enquêtées sont situées dans les quatre zones géographiques et contiennent à la fois les entreprises publiques, privées et les ONG. Les informations sur les acteurs enquêtés sont réparties dans le tableau ci-dessous illustre la

répartition de l'échantillon

Tableau 1 : Répartition des acteurs enquêtés selon les districts

Zones	Bamako	Sikasso	Ségou	Mopti	TOTAL
Structures					
Institutions publiques	1	3	5	5	14
Entreprises privées	12	12	9	6	39
ONG nationales et internationales	4	5	6	8	23
TOTAL	17	20	20	19	76

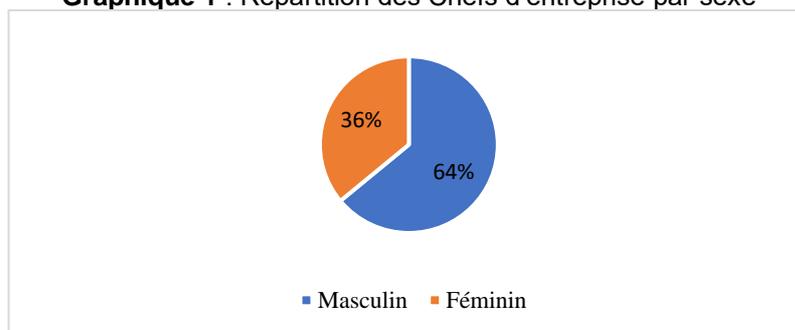
Source : Auteurs, à partir des données de terrain (2023)

La méthodologie de collecte regroupe les entretiens structurés ou directifs avec comme outil principal le questionnaire et l'observation directe. Les principales informations recueillies ont été relatives aux noms des structures, aux types d'activités, aux secteurs d'intervention écologiques, aux difficultés rencontrées, aux motivations entrepreneuriales vertes, aux types d'innovation écologiques, aux opportunités entrepreneuriales vertes, aux informations sur les ODD etc. Le traitement et l'analyse des données collectées se sont fait à l'aide des logiciels Nvivo qui est spécialisé dans l'analyse des données qualitatives à l'instar de l'analyse des discours, des techniques de présentation et d'interprétation des résultats, des matrices, des tableaux, des diagrammes, des codages, des réseaux et du logiciel SPSS pour l'analyse des données quantitatives.

4. Principaux résultats et analyses

Dans cette partie, nous allons présenter les principaux résultats de cette étude.

Graphique 1 : Répartition des Chefs d'entreprise par sexe



Source : Auteurs, à partir des données de terrain (2023)

L'analyse de ce graphique montre que sur 39 entrepreneurs enquêtés, 64% sont de sexe masculin contre 36% de sexe féminin. Le poids faible des femmes par rapport aux hommes s'explique dans le contexte malien principalement par les rôles traditionnels assignés aux femmes et aux hommes, qui influencent leurs choix professionnels. Les attentes sociales et les stéréotypes de genre peuvent limiter les opportunités pour les femmes de s'engager dans des domaines considérés comme non traditionnels ou nécessitant un accès à des ressources financières ou technologiques. Bien que des initiatives d'autonomisation des femmes et de promotion de l'entrepreneuriat féminin existent au Mali, il peut y avoir un besoin accru de mesures politiques, de programmes de formation, de mentorat et de soutien institutionnel ciblant spécifiquement les femmes entrepreneures. Un environnement favorable et inclusif

peut contribuer à réduire les disparités de genre dans le domaine de l'entrepreneuriat.

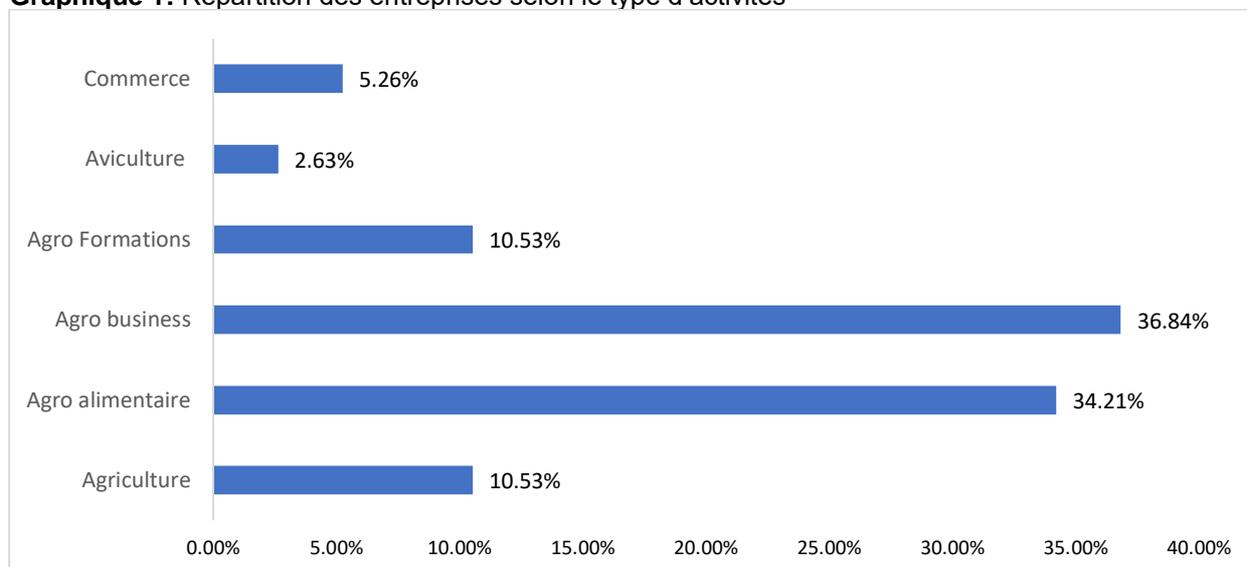
Tableau 2: Chiffre d'affaires

Indicateurs	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart type	Coefficient de variation
Chiffre d'affaires annuel	250 000	137 000 000	18 528 176	32 481 503	175,308692

Source : Auteurs, à partir des calculs (2023)

Le chiffre d'affaires varie entre 250 000 FCFA et 137 000 000 FCFA. En moyenne une entreprise de l'éco entrepreneuriat a un chiffre d'affaires de 18 528 176 FCFA. L'écart type est relativement très grand par rapport à la moyenne ce qui indique que le chiffre d'affaires est dispersé au sein des entreprises. Cela se confirme avec le coefficient de variation est relativement très élevé.

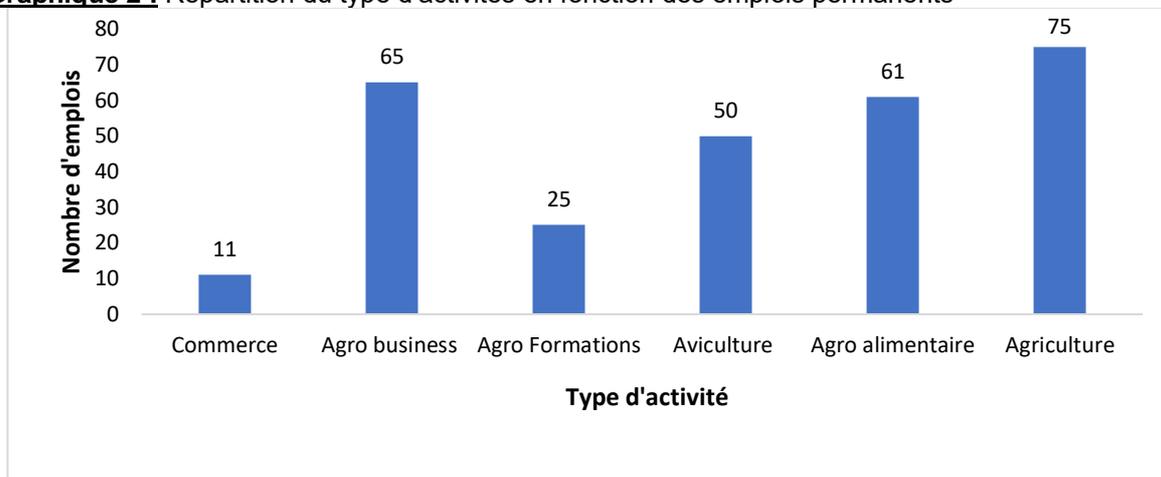
Graphique 1: Répartition des entreprises selon le type d'activités



Source : Auteurs, à partir des données de terrain (2023).

L'examen des types d'activités des entreprises vertes révèle que plus de 7 entreprises sur dix exercent les activités dans les secteurs de l'agro business (36,84%) et de l'agroalimentaire (34,21%). Cependant, le commerce (5,26%) et l'aviculture (2,63%) sont les types d'activités où les entreprises sont les moins représentées. Ce constat nous laisse croire que les secteurs d'agrobusiness et d'agroalimentaire regorgent beaucoup plus d'opportunités dans l'entrepreneuriat vert dans les régions de l'étude.

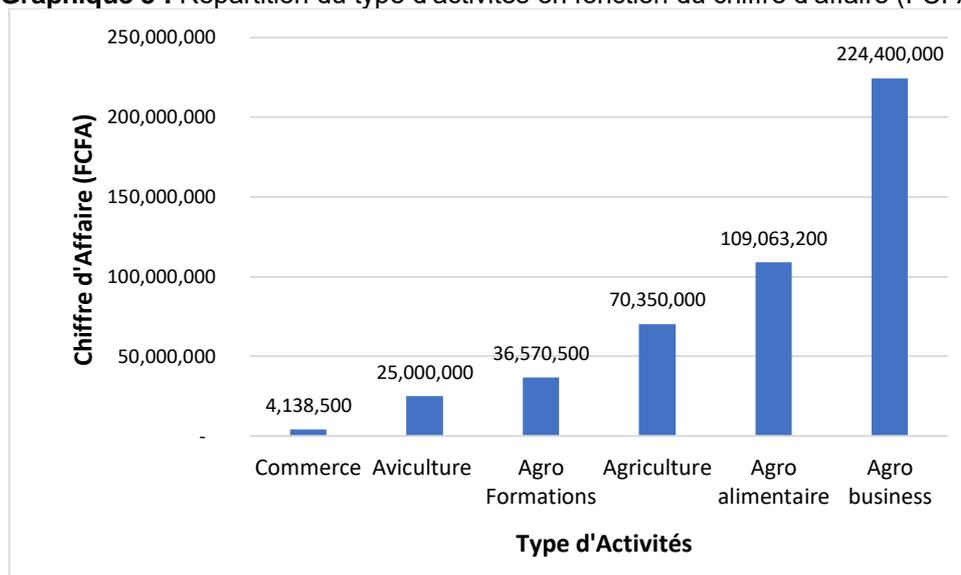
Graphique 2 : Répartition du type d'activités en fonction des emplois permanents



Source : Auteurs, à partir des données de terrain (2023)

La répartition du type d'activités en fonction des emplois permanents nous montre que l'agriculture est le secteur d'activité ayant généré le plus grand nombre d'emplois permanent suivi de l'agrobusiness et de l'agroalimentaire. Ainsi l'ensemble de ces trois secteurs représente 7 emplois sur dix (70,03%) créés dans l'entrepreneuriat vert. Ces résultats nous laissent croire que l'investissement dans ces trois secteurs d'activités boostera la création d'emplois en éco-entrepreneuriat.

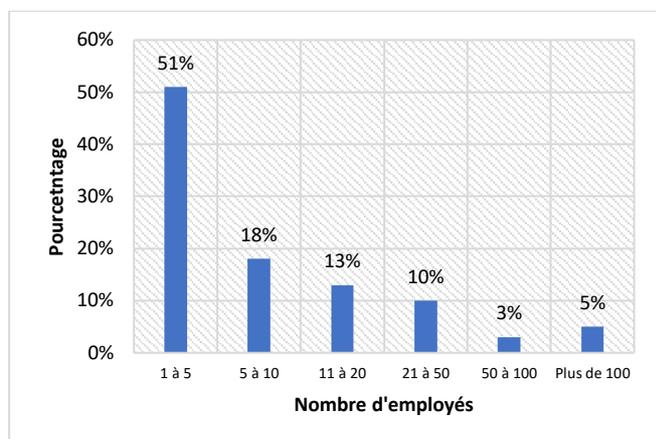
Graphique 3 : Répartition du type d'activités en fonction du chiffre d'affaire (FCFA)



Source : Auteurs, à partir des données de terrain (2023)

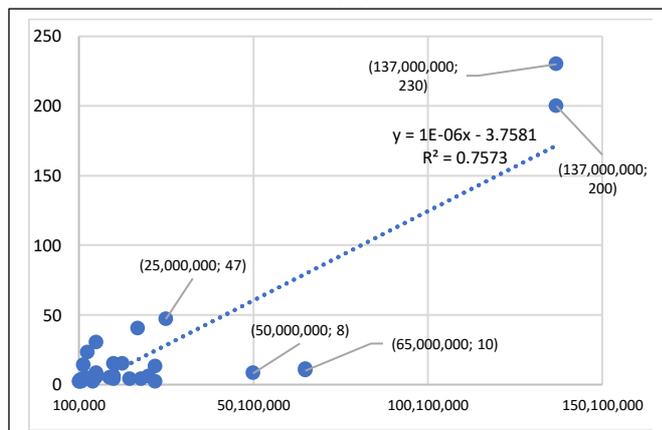
S'agissant de la répartition du type d'activités en fonction du chiffre d'affaire (en FCFA), on constate que l'agro business est le secteur ayant le plus d'opportunités en termes d'investissement pour les entrepreneurs. En effet, ce secteur représente 47,79% du chiffre d'affaire total cumulé des entreprises dans la zone d'étude. De façon absolue cela représente un montant de 224 300 000 FCFA sur 469 522 200 FCFA.

Graphique 3 : Répartition des entreprises vertes selon le



Source : Auteurs, à partir des calculs (2023)

Graphique 2 : Nuage de point entre le chiffre d'affaire et le nombre d'employé



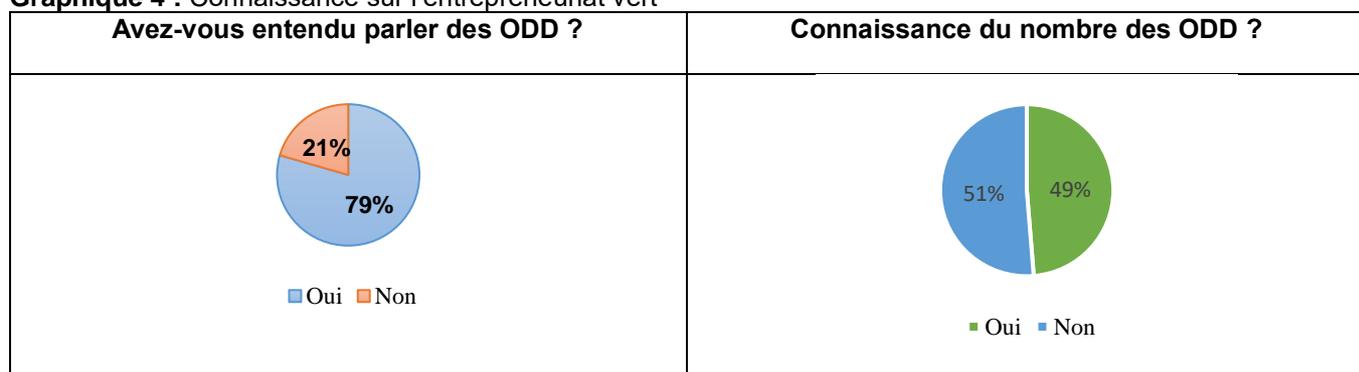
Source : Auteurs, à partir des calculs (2023)

Le graphique 2 présente le nombre d'employés permanents embauchés par les entreprises vertes interrogées. On constate que plus de la moitié des entreprises soit 51% de celles-ci ont moins de 5 employés. Par contre celles ayant plus de 50 employés représentent moins de 10% des entreprises vertes. Le pourcentage élevé d'employés permanents, compris entre 1 et 4, peut s'expliquer par le fait que ces entreprises rencontrent des difficultés à trouver du personnel compétent dans leur domaine d'activité pour accomplir les missions de leur entreprise.

L'analyse du graphique 3 nous montre que le nombre d'employés est expliqué à 75% par le chiffre d'affaire ($R^2 = 75,73\%$). Le nombre d'employés augmente avec le chiffre d'affaire.

Cette situation peut s'expliquer par les difficultés de certaines entreprises à accéder à des financements et aussi certains entrepreneurs préfèrent éviter de déclarer leurs employés à l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) ou à l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS).

Graphique 4 : Connaissance sur l'entrepreneuriat vert



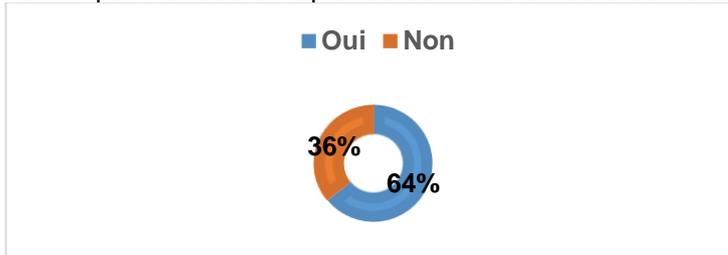
Source : Auteurs, à partir des données de terrain (2023)

D'après le graphique ci-dessus, nous remarquons que 79% des entreprises interrogées ont une fois entendu parler des objectifs du développement durable (ODD). Par contre 21% des entreprises vertes enquêtées n'ont jamais entendu parler des ODD. Parmi ceux qui ont déjà entendu parler des ODD, plus de la moitié d'entre eux ne connaissent pas le nombre exact des ODD. Partant de ce constat, il apparaît une nécessité de renforcer les capacités des entrepreneurs de l'éco entrepreneuriat relatif à la

connaissance et l'existence des ODD afin que ces derniers alignent dans la mesures du possible, leurs actions sur les différentes cibles des ODD correspondant à leurs domaines d'activités.

Connaissance sur la COP27

Graphique 5 : Répartition des entrepreneurs en fonction de la connaissance sur la COP27



Source : Auteurs, à partir des données de terrain (2023)

En ce qui concerne la connaissance de la COP27, l'analyse du graphique montre que plus de six entrepreneurs sur dix interrogés connaissent l'existence de la COP 27 même s'ils n'ont jamais participé.

Facteurs de succès de l'entrepreneuriat vert

D'une question ouverte adressée aux répondants concernant la réussite de leur entreprise verte, il en ressort de nombreuses récurrences. La taille du mot croit dans le nuage de mots ci-dessous avec le nombre d'apparition dans le discours des entrepreneurs interrogés. L'analyse du nuage du mots suivant nous a permis de relever les facteurs important de succès selon les entrepreneurs à savoir : le produit, la qualité, la production, l'anglais, la volonté, la motivation , la pertinence, la compétences , la formation et bien d'autres.



Difficultés rencontrées par les entreprises vertes

Les entreprises privées intervenant dans l'entrepreneuriat vert sont confrontées à plusieurs difficultés.

Parmi ces difficultés, nous pouvons citer :

- L'insuffisance de formation et d'accompagnement ;
- Le manque de compétences pour développer le secteur de l'économie verte ;

- La rigidité des mentalités face au changement de comportements par rapport à l'abandon de certaines pratiques néfastes pour l'environnement ;
- L'insuffisance de partenaires techniques et financiers ;
- L'insuffisance des équipements de production ;
- L'insuffisance des matières premières ;
- Les difficultés liées aux changements climatiques ;
- La crise sécuritaire du pays ;
- La méconnaissance des produits par les consommateurs ;
- Les difficultés d'accès aux emballages de qualité ;
- Le problème de certification pour écouler les produits à l'extérieur ;
- Le problème d'écoulement des produits ;
- Le coût de production élevée ;
- L'irrégularité du marché malien ;
- La difficulté de levée de fonds.

5. Recommandations pour la promotion de l'entrepreneuriat vert

Les recommandations ont été formulées sur la base de nos analyses et des entretiens avec les acteurs de l'entrepreneuriat. Nous pouvons citer :

- Création des incubateurs et des maisons de l'entrepreneuriat dans chaque région ;
- le renforcement de capacités des acteurs, l'augmentation des formations sur l'entrepreneuriat vert ;
- la vulgarisation des concepts d'économie verte et de développement durable ;
- l'identification et le développement des chaînes de valeur vertes ;
- l'organisation des forums d'échanges de pratiques et d'acteurs de l'économie verte, la création de guichet unique pour l'entrepreneuriat vert ;
- l'harmonisation des politiques des différents secteurs publics et le financement des initiatives vertes ;
- création d'une observation de pratiques pédagogiques en entrepreneuriat vert et des métiers verts au niveau de l'université.

6. Conclusion

Dans cette étude, nous avons fait une analyse des opportunités et des défis de l'entrepreneuriat vert au Mali. Il en ressort que l'agrobusiness est le secteur ayant le plus d'opportunités en termes d'investissement pour les entrepreneurs vert au Mali. Également, l'agriculture est le secteur d'activité ayant généré le plus grand nombre d'emplois permanents suivi de l'agrobusiness et de l'agroalimentaire. Néanmoins, les acteurs de l'entrepreneuriat vert sont confrontés à de nombreux défis en particulier : l'insuffisance de formation, d'accompagnement et des partenaires techniques et financiers, les coûts élevés de production et les difficultés à écouler leurs produits et bien d'autres. Cependant des recommandations ont été formulées pour améliorer l'écosystème de l'entrepreneuriat vert au Mali notamment : la création des incubateurs et des maisons de l'entrepreneuriat dans chaque région, le renforcement de capacités des acteurs, l'augmentation des formations sur l'entrepreneuriat

vert, la vulgarisation des concepts d'économie verte et de développement durable et autres. Etendre ce sujet de recherche à la zone sahélienne aura sans aucun doute des incidences positives dans le domaine de l'entrepreneuriat vert au Sahel. Cependant, l'absence de financement des études quantitatives et qualitatives est, pour beaucoup de pays de l'Afrique de l'ouest, une réalité freinant l'approfondissement de ce sujet.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

1. Elmoukhtar, M., Touhami, F., & Taouabit, O., 2022, « La promotion de l'entrepreneuriat vert : Quel rôle pour l'université marocaine ? Cas de l'Université Sultan Moulay Slimane », International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 3(1-2), p. 471-485. <https://doi.org/10.5281/zenodo.5919199>
2. Fofana, V., Adou, P. V., Konan, K., & Kande, T. H., 2023, « Analyse des opportunités et défis des entrepreneurs numériques de Bouaké », Revue Internationale du Chercheur, 4(2).
3. Nouri, K., & Taoudi, J., 2022, « L'entrepreneuriat vert au Maroc : défis et opportunités », Revue Française d'Economie et de Gestion, juin 2022.
4. Internationale Zusammenarbeit (GIZ), 2014, Entrepreneuriat Vert - Une voie prometteuse vers un futur durable en Tunisie et ailleurs.
5. Lyoubi, M., 2019, Entrepreneuriat Vert - Une voie prometteuse vers un futur durable en Tunisie et ailleurs, Ambassade de Suisse, Rabat, Maroc, en collaboration avec AlliaDev. Conception - Mise en page : Zoï Environment Network.